

Projet de rapport de la Commission Afrique en vue du Congrès National (premier examen au Conseil National de JUIN 2014)

Sur cet immense continent, l'instabilité politique, la guerre et la pauvreté restent des réalités tangibles : 1,5 % du produit intérieur brut mondial, 2% du commerce, 3% des investissements directs étrangers pour 12% de la population mondiale. Pourtant c'est une région en mutation dont les carcans sont bousculés par une jeunesse de mieux en mieux formée et par une meilleure maîtrise de la démographie, même si beaucoup reste à faire.

On peut élargir à l'ensemble de l'Afrique cette réflexion de Colette Braekman qui dit : « *La situation (...) est en grande partie la résultante des dominations économiques, financières et politiques exercées pendant des décennies par les multinationales ou les milieux affairistes, par un certain nombre d'Etats dont les anciennes puissances coloniales et leurs relais corrompus au sein de cercles africains au pouvoir. Cet agrégat malsain, avec le renfort du FMI et de l'OMC a imposé des politiques d'ajustement structurel et de paiement de dettes injustes qui ont déstructuré les sociétés, détruit les Etats et laissé les peuples en situation d'insécurité totale où prévaut la loi du mieux armé et qui ouvrent la porte à toutes les manipulations.* »

Clairement, ce qui pèse sur l'Afrique n'est donc pas seulement la résultante de problèmes intrinsèques, et on peut observer que les conflits ouverts accompagnent l'exacerbation actuelle de la concurrence entre les grandes puissances (anciennement coloniales ou pas) et les pays émergents. De fait, l'économie continue d'échapper en grande partie au continent et les exploiters extérieurs vont jusqu'à bafouer la souveraineté des peuples, voire influencer sur le découpage de régions pour mieux les dominer, et on peut observer que les accès de violences sont parallèles aux faillites économiques des pays. Ce travail de sape ne va pas sans une manipulation outrancièrement gigantesque de l'information à grande échelle, là-bas et ailleurs, pour formater les opinions publiques. Il va aussi avec la manipulation des consciences sur les questions identitaires : le vide politique opéré par la dégénérescence des Etats rend l'exercice de toute citoyenneté très aléatoire.

Les indépendances qui auraient dû aller avec le droit des peuples africains à disposer de leurs richesses n'ont finalement jamais réellement été acceptées par les tenants extérieurs de la domination multiséculaire qui s'exerce là-bas. Pour couronner le tout, ces populations doivent subir l'hypocrisie d'une soi-disant aide au développement qu'on continue de chipoter comme une aumône et qui reste éternellement très inférieure aux 0,7 % du PIB annoncés.

C'est dans ce contexte que l'Etat français joue de plus en plus fréquemment le rôle officiel du pompier, mais tout indique qu'il entretient de très bons rapports – dans tous les sens du terme – avec les pyromanes, voire plus !

Il faut évidemment se poser la question de la légitimité – réelle ou pas, de ces interventions qui se répètent de façon accélérée.

De fait, la France a souvent été le puissant parrain qui faisait ou défaisait les gouvernements africains, et qui était là avec ses contrats d'armements et/ou avec ses soldats. Les amis de là-bas nous le disent : « *les armes sont faites chez vous et les guerres sont faites chez nous* ».

Allons-nous laissé faire encore longtemps ? Et que pouvons-nous faire quand dans le récent rapport au Sénat sur l'Afrique il encore écrit à chaque page des choses du genre : « *l'Afrique est un enjeu majeur pour la France* », il nous faut « *accentuer notre regard sur les opportunités économiques qu'offre le décollage du continent* », il nous faut « *renforcer nos moyens de soutien aux entreprises installées dans les pays* », il nous faut « *y développer la pratique du portage des PME par les grands groupes présents sur le continent* », il nous faut « *maintenir 8 points d'appui militaire en Afrique* »... ..

Ce que nous avons à creuser est donc :

ce que signifie concrètement « les intérêts français en Afrique » dans la bouche de nos dirigeants et ce que nous révèle le fait que la recherche de solutions aux conflits par les gouvernements français reste toujours militaire, même quand elle est présentée, avec un retard de circonstance, à la sauce humanitaire.

Pour ce faire, nous pouvons nous appuyer sur certains acquis ou documents de travail qui ont déjà été faits par le Mouvement ou de diverses origines, comme :

- les conclusions des assemblées de convergences des FSM de Dakar et de Tunis qui encouragent à développer des solidarités avec les sociétés civiles en Afrique pour continuer de travailler sur les questions d'éducation et de conscientisation ;
- ce qui émane d'autres organisations comme Survie, l'AFASP etc.. avec lesquelles nous pouvons intensifier notre collaboration ;
- les actions et le travail communs que nous avons déjà réalisés avec les Associations et Mouvements africains dans différents domaines qui, si on les recensait, constitueraient une liste conséquente (que ce soit pour mener à bien des projets à caractère économique là-bas ou culturel là-bas et en France, notamment auprès d'une jeunesse très avide de changements, d'éducation et à la recherche d'un avenir pacifique)...
- les activités de coopération décentralisée qui sont l'objet d'investissements personnels ou collectifs très importants, il faut remarquer qu'actuellement cela se mène le plus souvent en dehors de tout débat politique sur les questions de la paix ou des dominations. Il apparaît donc que le Mouvement pourrait chercher à jouer là encore son rôle d'informateur.

Comme on le voit, la synthèse de ce que nous disons aujourd'hui est dans le prolongement de ce que nous avons souvent échangé ou déjà réalisé. Au-delà de la nécessité d'accroître nos connaissances et la sensibilisation au sein du mouvement de la paix, le difficile maintenant est de trouver comment alerter massivement et créer les rassemblements, les réseaux, les nouvelles solidarités nécessaires pour prévenir d'autres conflits sur le sol africain et de mieux porter nos exigences pour d'autres relations avec ce continent auprès du gouvernement français.

Nous sommes tous bien conscients que le continent africain et ses richesses deviennent le centre de bien des tenants et aboutissants de violences inouïes et que les populations y sont durablement sacrifiées. Devant cette situation exceptionnellement

dangereuse, il nous faut contrer les catastrophes prévisibles d'une façon exceptionnellement intense d'autant que les responsabilités de la France et ses capacités pour modifier les choses sont clairement importantes et majeures.

C'est pourquoi nous proposons que les actions que nous avons recensées comme possibles soient articulées dans un projet pérenne qui pourrait s'intituler : « Partenariats citoyens afro-européens pour la paix en Afrique ». Des expériences et contacts divers montrent que les forces existent pour avancer à grands pas.

Propositions :

1. Recenser les mouvements divers qui agissent sur des thèmes de culture de paix en France et en Afrique pour aller vers des actions communes ;
2. recenser les ressources (livres, films...) pour enrichir nos connaissances et notre réflexion.
3. Mise en place d'un forum euro-africain pour la paix et l'émergence d'une culture de paix permettant de favoriser des stratégies d'alliances entre les réseaux ayant des objectifs spécifiques : égalité femmes/hommes, respect de tous les droits humains, solidarité... Ce forum pourrait permettre d'aborder aussi la question du développement endogène des Etats africains en lien avec leurs ressources, celle de la présence des multinationales avec précision... (en lien avec ces objectifs, il semble urgent d'intervenir dans le débat concernant les lois et budget sur le développement adoptés au Parlement).
4. Mise en place d'un observatoire des bases militaires en particulier françaises ou de l'OTAN, en lien avec le réseau mondial contre les bases
5. Essaimer des actions associant au maximum les populations pour agir dans de multiples directions comme : « mon village cultive la paix », 21 septembre, renforcement du travail avec les éducateurs à la paix, insistance sur des initiatives concrètes en direction des femmes, des jeunes et des enfants en s'appuyant notamment sur les expériences que nous avons déjà conduites avec des amis du Congo, du Kivu, d'Algérie, de Casamance... Et des projets sont déjà entrepris : celui de l'éducation des femmes victimes de la guerre, un atelier d'écriture franco-algérien, des centres de documentations en Algérie, le lancement des activités d'un comité de paix à Ziguinchor où depuis des années sont menées de multiples actions de prévention des violences, des jalons posés à Dakar après le FSM, des liens ébauchés au Togo, au Mali,
6. S'opposer à la circulation et au commerce des armes et populariser le fait qu'une baisse de 5% des dépenses d'armement permettrait de répondre aux besoins sociaux vitaux en 10 ans.
7. S'engager sur ces voies suppose de favoriser les échanges et rencontres entre les organisations du Nord et du Sud, de rencontrer les associations ainsi que les commissions parlementaires qui travaillent sur l'Afrique, d'organiser des conférences ou des séminaires, par exemple au Maghreb sur les enjeux dans l'espace européen, d'établir ou actualiser des conventions de partenariat, d'étudier en détail les accords militaires
8. Soutenir la création de Mouvement de paix en Afrique lorsque les africains en ressentent la nécessité comme pour la région des grands lacs autour des projets « Amani Kwetu et/ou Amani Leo » et du projet de création d'un mouvement de la paix Grands Lacs.
9. Nous pouvons aussi innover : ainsi lors du 21 septembre ou autres, nous pouvons choisir un thème qui permette de mettre en avant des actions d'éducation à la paix faites par des africaines et des africains ; et encore : pourquoi pas initier une demande d'attribution du prix Nobel de la paix au rôle des femmes africaines pour la paix, en associant certaines villes et en organisant une délégation pour une série de conférences ?
10. Et puis il y a les déjà anciennes revendications comme l'exigence du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui pour lesquelles nous devons reprendre l'action.
11. Enfin pour ce qui concerne les conflits aigus en cours, nous devons privilégier la multiplication des débats politiques et agir auprès du Parlement et de l'UE pour faire évoluer les politiques dites de « coopération » avec l'Afrique et pour des solutions politiques inspirées par les 8 points de la culture de la paix
12. Nous devons réaliser un premier document de 4 pages sur les conflits en cours en vue d'une diffusion massive, puis mettre en place un journal d'information trimestrielle et le diffuser largement. Enfin produire des documents d'analyse et des documents en vue d'actions d'éducation populaire.
13. Il s'agit donc bien d'un projet global et de longue haleine et l'élaboration d'un module à l'Université d'Eté du CRID à Rennes en juillet s'inspirant des actions conduites est un premier pas vers des rencontres plus ambitieuses y compris en partenariat avec les milieux universitaires.
14. En termes de support médiatique nous proposons de valoriser le Blog Kivu et d'utiliser le futur site Web pour rendre visibles nos réflexions et actions. Et puis pour en montrer l'ampleur, nous nous proposons de réaliser un support visuel, un petit film expliquant ce que nous pouvons construire brique par brique.
15. Et tout cela nécessite que nous renforçons considérablement notre commission : la porte est grande ouverte ! A partir de ce renforcement nous aurons à travailler à mieux répartir le travail en particulier autour de grands secteurs géographiques (Afrique de l'Ouest, Maghreb, sous-région des grands lacs ...)

Rapport élaboré par Marie-Hélène Bourdier et Roland Nivet à partir de rapports déjà adoptés par la commission Afrique et des travaux de la commission.